

GENAS [POLITIQUE]

Entre Genas et la CCEL, l'éternel numéro d'équilibriste

La politique menée par l'équipe de Daniel Valéro autour de la Communauté de communes de l'Est lyonnais est attaquée par son opposition qui la juge contre-productive. Le maire s'en défend.

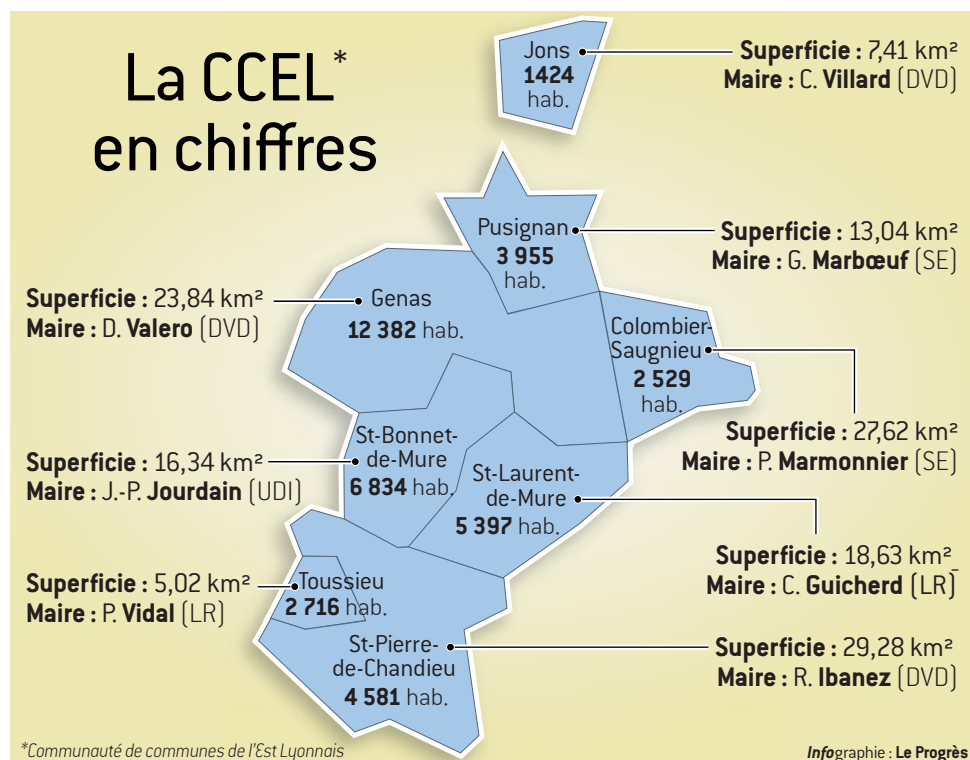
Il n'en fallait pas plus pour que le dernier conseil municipal prenne un tour tout politique. C'est au détour de trois délibérations en lien plus ou moins direct avec la Communauté de communes de l'Est lyonnais (CCEL) que l'opposition est venue agacer l'équipe majoritaire et son chef de file, Daniel Valéro (DVD).

« La posture de Daniel Valéro n'est pas à la hauteur des enjeux »

Valérie Gallet, "Unis pour Genas"

Ses reproches auprès du premier magistrat : affaiblir le groupement de communes par certaines de ses décisions plus ou moins symboliques. Genas est la commune la plus importante de la CCEL. Un poids qui en fait aujourd'hui un élément déterminant dans les orientations et le fonctionnement de la communauté de communes. Un statut qui peut s'avérer aussi bien moteur que nuisible.

Et c'est bien ce que l'opposi-



L'ombre métropolitaine

Un départ de Genas pour la Métropole de Lyon est venu animer le conseil municipal de Genas et semble être une rumeur qui s'invite au sein de la CCEL. S'il n'a pas souhaité se positionner face à son opposition le jour du conseil, Daniel Valéro a clarifié sa position le vendredi suivant. « Je suis contre entrer dans la Métropole » a-t-il insisté.

che-t-elle, avant de laisser entendre que la défaite du maire de Genas, lors des élections à la tête de la CCEL, ne serait pas étrangère à cette situation. Joint quatre jours après le conseil municipal, le maire de Genas réfute, accusant ses adversaires de faire de « l'anti Valéro ». « J'ai accepté la défaite et j'ai dit que je jouerai mon rôle jusqu'au bout, pour faire en sorte que ça se passe le mieux possible. C'est la priorité à nous, les élus de la CCEL, d'être suffisamment intelligents et pragmatiques pour que ça avance. Je suis un heureux 1^{er} vice-président, je suis pour la mutualisation et le partenariat. Tout va bien », balaye-t-il. Un vœu qui devrait rassurer ou faire sourire, selon les protagonistes, au sein d'une CCEL pointée récemment pour... « son absence de projet communautaire », entre 2009 et 2014. Un projet dont la réalisation passe par l'unité...

Cyrille Seux

tion genassienne reproche à la majorité en place. « Genas a pris une très mauvaise position dans son refus de renforcer la CCEL, et d'en faire demain, l'outil de gestion de nos citoyens en refusant la mutualisation des compétences au sein de la CCEL », peut-on ainsi lire dans une lettre ouverte rédigée par l'opposition Unis pour Genas et sa chef de file Valérie Gallet, ainsi que Françoise Bergame (PS) et adressée aux élus à la suite du dernier conseil municipal.

Une séance au cours de la-

quelle Daniel Valéro avait notamment insisté sur le statut particulier de sa commune pour justifier ces choix. « On a nos besoins. Six villes de la CCEL produisent moins de permis de construire que Genas et Colombier réunies. On avait proposé une mutualisation chez nous. Ça n'a jamais été accepté », avait notamment affirmé le premier magistrat, en marge de la délibération liée au PLUI (Plan local de l'urbanisme intercommunal).

Une position parmi d'autres

jugée « contre-productive à l'instant T », aux yeux de Valérie Gallet (Unis pour Genas).

« Je suis pour la mutualisation et le partenariat »

Daniel Valéro, Maire de Genas

« On est face à une entité qui ne va pas vers la mutualisation qui est quand même l'objet d'un regroupement de communes. Si on ne met rien dans le pot commun, ça ne sert à rien. C'est dans l'air du temps et du bon sens de mutualiser. La posture de Daniel Valéro n'est pas à la hauteur des enjeux et fragilise la CCEL », lâ-

« Il faut rester fort »

Paul Vidal, Président de la CCEL

Le maire de Toussieu (LR) et président de la CCEL, Paul Vidal, revient sur les rapports entre la communauté de communes et Genas. « Aujourd'hui, tout est tourné en politique pour appréhender 2020 et avoir ce qu'il (Daniel Valéro) n'a pas eu en 2014... C'est la démocratie. C'est une chose. Je vis au quotidien avec cet état d'esprit là. Quand il est devant nous, tout va bien, il joue le jeu, mais, en arrière-plan, ce n'est pas du tout ça. Ce qui m'agace, c'est que je suis là pour mettre en place un système de mutualisation. Le but est de faire des économies pour nos administrés pour un meilleur service, moins cher. Malgré ce positionnement, la CCEL n'est pas bloquée. Elle fonctionne bien, mais on n'a pas des sujets nouveaux qui pourraient se développer de par la volonté de Genas, la plus grosse commune, et de quelques autres. On est à un tournant. On va devoir prendre des décisions. La mutua-



Photo France-Marie ARNAUD

sation des ressources humaines par exemple ! On va la faire même si Genas et Colombier ne la veulent pas, en l'état. Il y a des choses qui se font, avec ou sans lui, mais dès lors que la commune la plus importante ne joue pas le jeu, ce n'est pas si fluide que cela. Je n'ai pas envie que la CCEL se délite. Il faut rester fort. Je m'emploie pour que l'on reste groupé. L'intérêt collectif est plus important. De l'extérieur, ça donne une image de personnes qui s'entre-déchirent, alors que ça ne se passe pas du tout comme ça, lors de nos bureaux en interne. »

POINT PAR POINT

■ **Compétence urbanisme**
On le savait, c'est désormais officiel. Genas a voté le refus du transfert automatique de la compétence urbanisme à la CCEL, comme le préconisait la loi Alur. Elle conserve ainsi la main sur sa politique foncière et sur le PLU.

■ **Groupement de commandes**
Une convention a été signée entre Colombier et Genas, pour un groupement d'achats de vêtements pour les services. Une disposition

à but économique. Quatre autres membres de la CCEL se seraient rencontrés à ce sujet, assure M. Valéro, sans en dévoiler l'identité.

■ **Logements sociaux**
Genas a adhéré à l'association fichier commun de la demande locative sociale du Rhône. Un outil qui se veut un facilitateur pour les usagers en quête d'un logement social et qui devrait être accessible ce trimestre. (lire notre édition du lundi 6 mars).